

## Entre transmettre et s'installer, l'avenir de l'agriculture !

### Déclaration du groupe Associations

À l'heure où les crises engendrées par le coronavirus ont eu au moins le mérite de mettre en lumière des activités essentielles au bon déroulement de la vie de notre pays, nous nous intéressons aujourd'hui à un secteur qui a été en première ligne. Le secteur agricole n'a certes pas reçu d'applaudissements tous les soirs à 20h mais les femmes et les hommes qui le composent les auraient totalement mérités.

Ils sont la solution à la souveraineté alimentaire, respectueuse de l'environnement et du bien-être animal. Car rappelons-le : si la qualité de l'alimentation est essentielle, sa suffisance est primordiale et elle n'ira pas forcément autant de soi que nous pourrions le croire. Tendre dès aujourd'hui vers la souveraineté alimentaire est-il un horizon atteignable ? Oui, si les promesses qui ont été faites de tirer les leçons de la crise sont tenues.

Cet avis répond intelligemment aux questions posées par le vieillissement de la population agricole et des défis démographiques qu'il pose. Un tiers des agriculteurs ont plus de 55 ans aujourd'hui, les départs à la retraite vont être massifs dans les 5 à 15 prochaines années. Ce sujet de la transmission concerne également la vitalité des territoires ruraux, c'est pourquoi le groupe des associations adhère totalement à l'esprit de la préconisation n°5.

Nous devons donc impérativement trouver un moyen de stopper la baisse des effectifs agricoles, au risque de faire face à une perte nette de la production, compromettant notre souveraineté alimentaire.

L'agrandissement des exploitations agricoles ne suffit plus à compenser les arrêts d'activités et n'est ni une solution pérenne pour l'environnement ni pour la qualité alimentaire. L'installation de nouvelles agricultrices et de nouveaux agriculteurs dans des exploitations à taille humaine est donc un enjeu crucial pour notre pays ! Et la préconisation n°17 répond parfaitement à cet enjeu.

Est évoquée à travers plusieurs préconisations, l'importance de la formation aux métiers agricoles. Mais la place donnée à la formation est peut-être trop importante dans cet avis et il aurait été sûrement préférable aller plus loin sur la question de l'accès au foncier agricole : s'il est en effet primordial d'avoir des gens bien formés à ces métiers, à quoi bon s'ils n'ont pas accès à la terre ? À ce sujet, les collectivités territoriales ont un rôle fondamental à jouer via les outils de maîtrise et d'évolution du foncier que sont les Schémas de cohérence territoriale (SCoT) et les Zones agricoles protégées (ZAP).

Le combat du foncier et de l'accompagnement de ceux qui prennent le relai, est notamment brillamment mené par une association comme Terre de liens, à laquelle notre groupe a souhaité rendre hommage à l'occasion de cette plénière.

La situation des agricultrices et des agriculteurs est particulièrement difficile et ce depuis de nombreuses années. Le CESE a rendu et rend encore de nombreux avis de grande qualité sur le sujet car celui-ci est fondamental. Notre pays est celui de la gastronomie et nous en sommes fiers, mais il n'est hélas, plus un pays où le travail de la terre nourricière fait rêver. Permettons donc que les femmes et les hommes qui s'installent sur les terres agricoles, ou qui souhaitent avec passion s'y installer, puissent désormais le faire sans connaître la peur du lendemain et vivent de ces beaux et nobles métiers. Le groupe des associations a voté cet avis.